

Un Belge sur trois ne lit pas de livres

LECTURE On achète moins de livres et moins de livres belges

- **Mauvaise nouvelle.** Le marché du livre est en régression en Fédération Wallonie-Bruxelles : moins 2,3 % en 2016 par rapport à 2015.
- **Bonne nouvelle.** Le prix unique du livre devrait s'imposer en janvier 2018.

Empoignons immédiatement les mauvais chiffres du marché du livre belge. Ce marché, c'est 240 millions d'euros en 2016. Soit 2,3 % de moins qu'en 2016 et 9,2 % de moins qu'en 2010. Et si on compte l'inflation, en euros constants, le marché fait 18 % de moins qu'en 2010.

Et en parts de marché ? Les livres d'éditeurs belges font 26 % du marché en 2016 ; 1,5 % de moins qu'en 2016 ; 4,9 de moins qu'en 2010. La part des éditeurs étrangers sur le marché belge est donc de plus en plus importante : de 69,1 à 74 % en sept ans.

La cata ? On n'en est pas loin. Et même si les responsables du secteur du livre à la Fédération Wallonie-Bruxelles peuvent se féliciter de quelques avancées, en particulier sur l'accès de tous aux

livres par leur prix unique (lire l'encadré), les mêmes comprennent que ce n'est qu'un mouvement et qu'il n'est pas le seul à devoir être opéré. « *Il faut renforcer le rayonnement international de nos auteurs et de nos lettres, revoir nos stratégies promotionnelles*, dit Nadine Vanwekenhuyzen, directrice générale adjointe au service général des lettres et du livre. *Mais l'enjeu le plus fondamental est le Plan lecture.* » Celui-ci, lancé en 2015, vise à améliorer les capacités en lecture des jeunes âgés de 0 à 18 ans.

Car c'est bien là que le bât blesse. Un Belge francophone sur deux n'a pas acheté de livres en 2016. Pire : un Belge francophone sur trois n'a pas lu de livres en 2016. « *C'est une spirale négative*, intervient Benoît Dubois, président de l'Adeb, l'Association des éditeurs belges. *Si on regarde les indicateurs officiels, on constate une très forte aggravation en trente ans : plus d'illettrés, une population adulte qui ne lit pas, une population qui quitte le milieu scolaire en n'ayant que son diplôme de primaire, une population en échec scolaire. On se réjouit d'avoir 70 % de réussite en français en*

deuxième primaire, mais ça fait 30 % d'échecs. C'est beaucoup. Et plus nous aurons des jeunes qui

ne lisent pas, plus nous aurons plus tard des parents qui ne liront pas et n'inculqueront pas le plaisir de la lecture à leurs enfants. »

Tax shelter ?

Cercle vicieux, en effet. C'est pourquoi les éditeurs demandent qu'on donne plus de moyens au Plan lecture, qu'on booste vraiment ces opérations d'accès à la lecture. L'Adeb se dit prête à intervenir, de manière non commerciale, pour remettre le livre au centre des classes. La commission d'aide à l'édition de la Fédération Wallonie-Bruxelles

fait d'ailleurs remarquer que « *le Plan lecture est insuffisamment médiatisé et mériterait une plus vaste opération de communication* ». Elle remarque, par exemple, que des enseignants imposent des titres qui s'avèrent épuisés dans les librairies : les parents s'adressent donc à Amazon. Elle met aussi en garde contre la paupérisation des contenus des lectures imposées, aussi bien en secondaire qu'au supérieur et à l'université.

Par ailleurs, les éditeurs demandent qu'on étende le principe de la tax shelter à l'ensemble des acteurs culturels, dont l'édition, arguant qu'il l'a bien été aux arts de la scène. L'édition belge francophone, c'est quelque

120 maisons, dont des très petites. Quarante-deux d'entre elles emploient 1.470 travailleurs, les autres n'ont pas répondu au questionnaire.

« *L'Adeb devrait travailler à la professionnalisation des structures, de petites maisons ne géant guère les contrats, les droits d'auteur, les stocks. On peut les y aider*, précise Benoît Dubois. *Chacune des maisons d'édition a su propre expérience. On pourrait les partager via l'Adeb. Et puis faire mieux comprendre les changements importants du paysage de l'édition en Belgique.* »

Quelques bonnes nouvelles quand même, outre l'arrivée attendue du prix unique du livre.

D'abord, l'administration se réjouit du changement de paradigme à la Foire du livre de Bruxelles, avec la gratuité. Ensuite, il apparaît que les libraires de qualité (les « *points de vente à valeur ajoutée de conseil* », comme dit Benoît Dubois) résistent. Que les bibliothèques publiques ont accueilli quelque 800.000 usagers et ont prêté plus de 9 millions de livres en 2015. Et que les smartphones sont de plus en plus utilisés pour la lecture des livres numériques : c'est la réponse technologique à la formule « *jamais sans mon livre !* ». ■

JEAN-CLAUDE VANTROYEN

« Une journée particulière »

« *C'est une journée particulière* », dit d'emblée la ministre de la Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Alda Greoli, à la tribune de cette journée sur le livre de mardi. Les états-

majors des partis et des gouvernements discutent en effet de la situation politique. Alda Greoli est CDH. Elle devrait donc rester au poste et ce serait sans doute une erreur de changer ses compétences si elle restait au futur gouvernement. Mais...

« *Il y a des dossiers en cours et, que je reste là ou non, ils sont dans un état qui leur permette d'aboutir sereinement. Comme le prix unique du livre, qui est un pion important de l'accessibilité sociale, culturelle et économique du livre. La Commission euro-*

péenne et le Conseil d'Etat n'ont fait aucune remarque de fond. Le projet peut donc être voté au parlement avant la fin de l'année et concrétisé dès janvier 2018. L'accessibilité de la lecture par et pour tous est fondamentale, quel que soit le ministre. »

J.-C. V.

LE NUMÉRIQUE

30 % illégaux

Le chiffre d'affaires numérique atteint 60 millions en 2016, soit une augmentation de 31,15 % par rapport à 2016. Mais c'est toutes langues confondues car les

éditeurs sont le plus souvent bilingues. Et une grande part de cette augmentation est due au néerlandais. La part du numérique représente 25 % du chiffre d'affaires total (papier et numérique) de l'édition grâce à la production en néerlandais.

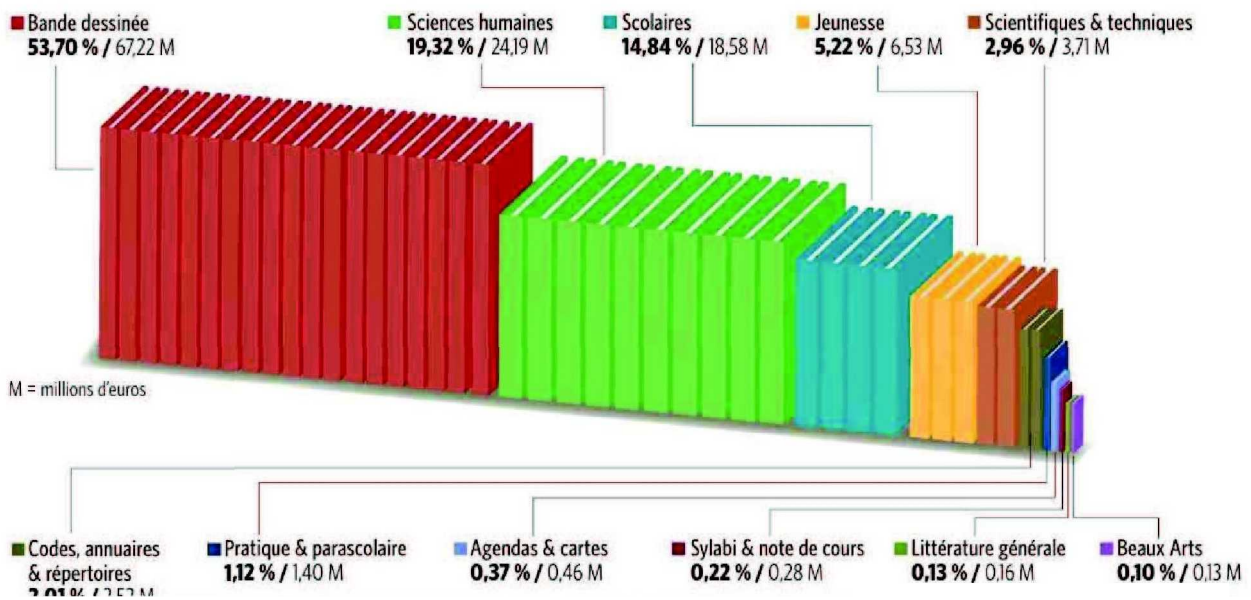
Cette production numérique est hyperspécialisée en sciences humaines (56 millions de chiffre d'affaires) et en livres scolaires (1,79). Pour le reste, c'est une production bien plus petite : BD, jeunesse, littérature générale... Pour les lecteurs du

papier, sur seize livres lus, dix sont achetés. Pour les lecteurs de numérique, sur sept livres lus, trois seulement sont achetés. On peut voir là la part du téléchargement illégal, qu'on estime à 30 % des acquisitions.

J.C.-V.

Le chiffre d'affaires du livre belge en langue française

LE SOIR - 21/06/17
Source : ADEB



1

Belge francophone de plus de 15 ans sur deux a acheté un livre en 2016.

13,4

euros : le prix moyen des livres.

20 à 25 %

c'est la part d'Amazon dans le marché réel du livre.

29,03 euros

le panier moyen par visite chez le libraire.

3.015

nouveaux titres dans l'édition belge en 2016.

22.210.000

d'euros : le budget du livre en FWB, dont 77 % pour la lecture publique.